

"Dialogues citoyens" : impôts, chômage... Hollande dit-il vrai ou faux ?



Le président François Hollande dans l'émission "Dialogues citoyens" sur France 2 le 14 avril 2016 à Paris. (STEPHANE DE SAKUTIN / POOL / AFP)

Chômage des jeunes, création d'emplois... Le chef de l'Etat s'arrange-t-il avec les chiffres lorsqu'il évoque la situation économique de la France ?

Jeudi 14 avril, [dans l'émission "Dialogues citoyens" sur France 2](#), François Hollande a déclaré :

"La France va mieux."

Il serait bien ambitieux de dire si ce constat général est juste ou non, tant il regroupe des situations diverses.

[Hollande dans "Dialogues citoyens" : normal, toujours normal...](#)

Croissance, impôts... Du "mieux", c'est vrai

Sur le plan strictement économique, angle que le président de la République abordait lorsqu'il a prononcé cette phrase, on peut toutefois apporter quelques éléments.

"Il y a plus de croissance, il y a moins de déficit, il y a moins d'impôts, il y a plus de compétitivité, il y a plus de marges pour les entreprises, il y a plus de pouvoir d'achat pour les salariés", a déclaré le chef de l'Etat.

- **Davantage de croissance ?**

VRAI. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) est positif : 1,1% en 2015 (1,5% prévu en 2016). Cela signifie que le pays produit davantage d'une année sur l'autre. Mieux : la valeur de ce taux de [croissance](#) augmente, ce qui indique que l'activité accélère.

- **Moins de déficits ?**

VRAI. L'Etat, ses opérateurs, la Sécurité sociale et les collectivités locales, dans leur ensemble, dépensent toujours davantage qu'ils ne collectent chaque année, mais de moins en moins. Equivalent à 4,8% du PIB en 2012, ces déficits publics ne comptaient plus que pour 3,5% fin 2015. Et ce pourcentage va continuer à baisser ces prochaines années.

- **Moins d'impôts ?**

VRAI. C'est l'avantage de ne pas être trop précis sur les dates. Après avoir augmenté au début du quinquennat, le taux des prélèvements obligatoires, rapport entre l'ensemble des impôts, taxes et cotisations payés par les contribuables et le PIB, est passé de 44,9% en 2014 à 44,6% en 2015. Le ministère des Finances prévoit 44,5% en 2016 et 44,2% en 2017. L'[impôt](#) sur le revenu, notamment, a baissé ces dernières années pour des millions de contribuables.

- **Davantage de compétitivité et de marges pour les entreprises ?**

VRAI. Le taux de marge des entreprises s'est établi à 31% à 2015, contre 29,5% l'année d'avant. Et l'investissement privé repart également à la hausse.

- **Davantage de pouvoir d'achat ?**

VRAI. Dans sa dernière note de conjoncture, l'Insee écrit :

"En 2015, le pouvoir d'achat du revenu des ménages a de nouveau accéléré : il aurait augmenté de 1,7 % en moyenne annuelle (après +1,1 % en 2014 et -0,1% en 2013), ce qui constituerait sa plus forte hausse depuis 2007."

Chômage : silences et approximation

François Hollande n'a toutefois pas abordé l'une des données incontournables dans l'évaluation de l'état de santé de la France, à laquelle il a d'ailleurs lié son destin présidentiel : le taux de chômage, toujours très élevé. Aussi, lorsqu'une des journalistes qui l'interrogent résume : "Alors ça va bien", le chef de l'Etat a corrigé : "Ça va mieux. C'est différent."

[Le chômage bondit en février : 38.400 sans-emploi supplémentaires](#)

La question a tout de même été abordée par la journaliste Léa Salamé, qui a affirmé que le taux de chômage des jeunes en France était 5 points supérieur à la moyenne européenne. [François Hollande](#) a tenté de corriger : "Non, ce n'est pas vrai."

Et pourtant, en janvier 2016, le taux de chômage des moins de 25 ans était de 25,9% en France, contre 19,7% en moyenne dans l'Union européenne. Soit près de 6 points d'écart.

Peut-être le chef de l'Etat pensait-il à la zone euro, périmètre plus cohérent lorsqu'il s'agit de comparer des indicateurs économiques. Mais là encore, le taux de chômage des jeunes est supérieur à la moyenne : 22%. La différence reste de 4 points.

100.000 emplois créés : vrai

Interrogé sur le Pacte de responsabilité, qui consiste à verser 40 milliards d'euros aux entreprises pour baisser le coût du travail, le chef de l'Etat a déclaré :

"En 2015, nous avons créé 100.000 emplois net de plus. Pour la première fois depuis cinq ans, l'économie française a créé davantage d'emplois qu'elle n'en a supprimés."

Et c'est vrai. Il y a eu 102.100 emplois créés de plus que d'emplois détruits en 2015. Ce qui peut paraître surprenant puisque le nombre de chômeurs a augmenté. Explication : le nombre d'actifs augmente chaque année, puisque davantage de jeunes arrivent sur le marché du travail que de retraités en partent. Pour commencer à faire baisser le [chômage](#), il faut créer au moins autant d'emplois nets.

Il reste à savoir si la création d'emplois est une conséquence des aides aux entreprises prévues par le Pacte de responsabilité. Il n'est pas aisé de répondre, car d'autres facteurs peuvent l'expliquer : la baisse de l'euro, qui favorise les exportations, la baisse du prix du pétrole, qui fait baisser les coûts de production, ou encore le niveau très bas des taux d'intérêts, qui encourage l'activité. Par ailleurs, le Pacte de responsabilité ne peut expliquer les créations d'emplois non-marchands.



Donald Hebert